



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 mars 2008  
Français  
Original : anglais et espagnol

## Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

### Îles Falkland (Malvinas)\*

### Document de travail établi par le Secrétariat

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités . . . . .	1	3
II. Évolution de la situation constitutionnelle et politique . . . . .	2–7	3
III. Déminage . . . . .	8–11	5
IV. Situation économique . . . . .	12–35	6
A. Généralités . . . . .	12–17	6
B. Finances publiques . . . . .	18	7
C. Pêche . . . . .	19–21	7
D. Agriculture, régime foncier et élevage . . . . .	22	8
E. Tourisme . . . . .	23	8
F. Transports, communications et autres services de base . . . . .	24–28	9
G. Environnement . . . . .	29–35	10
V. Situation sociale . . . . .	36–41	11
A. Généralités . . . . .	36–37	11
B. Santé publique . . . . .	38	12

\* La souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas) fait l'objet d'un différend entre le Gouvernement de l'Argentine et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (voir ST/CS/SER.A/42).



C.	Protection sociale . . . . .	39	12
D.	Éducation . . . . .	40–41	12
VI.	Participation aux activités des organisations et mécanismes internationaux . . . . .	42–45	13
VII.	Examen de la question par les organisations et instances intergouvernementales .	46–51	13
VIII.	Statut futur du territoire . . . . .	52–55	15
A.	Position de la Puissance administrante . . . . .	52–53	15
B.	Position du Gouvernement argentin . . . . .	54–55	15
IX.	Examen de la question par l’Organisation des Nations Unies . . . . .	56–63	16
A.	Comité spécial chargé d’étudier la situation en ce qui concerne l’application de la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples coloniaux . . . . .	56–60	16
B.	Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) . . . . .	61–62	18
C.	Mesures prises par l’Assemblée générale . . . . .	63	18

## I. Généralités

1. Les îles Falkland (Malvinas), territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, comprennent deux grandes îles, East Falkland et West Falkland, et quelque 200 petites îles, dont la superficie totale est d'environ 12 173 kilomètres carrés. Ce territoire est situé dans l'Atlantique Sud, à environ 770 kilomètres au nord-est du cap Horn et 480 kilomètres à l'est de la côte sud-américaine. La Géorgie du Sud, située à environ 1 300 kilomètres au sud-est de l'archipel des Falkland (Malvinas), et les îles Sandwich du Sud, à quelque 750 kilomètres à l'est-sud-est de la Géorgie du Sud, sont considérées comme un territoire distinct et administrées séparément depuis les îles Falkland (Malvinas), dont le Gouverneur remplit parallèlement les fonctions de commissaire des territoires de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud. Selon le dernier recensement (2006), le territoire comptait 2 478 habitants (non compris les résidents alors absents ni les civils travaillant avec le Ministère de la défense) contre 2 391 en 2001, chiffre le plus élevé depuis 1931<sup>1</sup>.

## II. Évolution de la situation constitutionnelle et politique

2. Les dernières élections législatives ont eu lieu le 17 novembre 2005 en vue d'élire les huit membres du Conseil législatif (cinq pour la circonscription de Stanley et trois pour celle du « Camp », qui regroupe le reste du territoire) pour un mandat de quatre ans. Un nouveau Le Gouverneur actuel, Alan Huckle, a pris ses fonctions en août 2006. Le Conseil législatif se réunit régulièrement pour adopter les lois nécessaires à « la paix civile, à l'ordre public et au bon gouvernement des îles Falkland ». Selon les informations fournies par la Puissance administrante, le Conseil législatif élit son président et nomme un chef de l'administration (« Chief Executive »), chargé d'exécuter ses décisions. Chaque conseiller est responsable d'un portefeuille déterminé et travaille en étroite collaboration avec les services compétents. Les conseillers législatifs n'ont pas de mandat ministériel, mais il est sérieusement envisagé de leur en donner un dans le cadre de la réforme constitutionnelle à l'étude. Les questions de politique générale sont examinées par un Conseil exécutif formé de trois conseillers législatifs élus chaque année par leurs pairs et de deux membres *ex officio* sans droit de vote. Le Procureur général et le commandant des forces britanniques dans les îles sont autorisés à participer, sans droit de vote, aux réunions du Conseil exécutif, qui sont normalement présidées par le Gouverneur. Celui-ci est tenu, en règle générale, de consulter le Conseil quant à ses fonctions. En revanche, la politique étrangère et les questions de défense relèvent de sa seule compétence. Le territoire procède actuellement aux ultimes consultations sur un projet de réforme constitutionnelle<sup>1</sup>. De plus amples informations au sujet de la Constitution de 1985 et du gouvernement des îles Falkland (Malvinas) figurent dans le document de travail établi par le Secrétariat en 2001 (A/AC.109/2001/11).

*Note : Les renseignements figurant dans le présent document proviennent d'informations communiquées au Secrétaire général par la Puissance administrante aux termes de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, ainsi que d'informations transmises par le Gouvernement argentin ou provenant de sources publiées.*

<sup>1</sup> Informations fournies par la Puissance administrante le 9 janvier 2008.

3. En ce qui concerne le processus de réforme de la Constitution des îles Falkland (Malvinas), selon les informations fournies par l'Argentine, le Gouvernement argentin a déclaré le rejeter dans une déclaration transmise au Secrétaire général le 18 février 1985 par son Représentant permanent, selon laquelle « les modalités de la réforme en question manifestent une méconnaissance complète des résolutions 37/9, 38/12 et 39/6 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en particulier de l'esprit de la résolution 31/49, où il est fait appel aux parties pour qu'elles s'abstiennent de prendre des décisions modifiant unilatéralement la situation en vigueur » (A/40/132).

4. Selon des informations fournies par l'Argentine, le 10 juin 2007, à l'occasion de la Journée d'affirmation des droits de l'Argentine sur les îles Malvinas et le secteur antarctique, le Gouvernement argentin a publié un communiqué de presse qu'il a conclu comme suit :

« En ce jour solennel, le Gouvernement argentin réaffirme son inébranlable revendication de souveraineté sur les îles Malvinas, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants. Parallèlement, il juge incompréhensible la réticence britannique à reprendre les négociations et réaffirme qu'il est toujours prêt à reprendre les négociations en vue de régler dès que possible, pacifiquement et définitivement, ce conflit de souveraineté toujours non résolu. »

5. Dans l'annexe à la lettre datée du 21 décembre 2007 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Représentant permanent de l'Argentine (A/62/625, annexe I), l'Argentine a noté qu'elle avait fait savoir aux institutions et aux États membres de l'Union européenne, le 13 décembre 2007, qu'elle s'opposait « à ce que ces parties du territoire national argentin soient incluses dans la liste des pays et territoires d'outremer auxquels s'applique le régime d'association prévu dans le Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, signé le 13 décembre 2007 ». Selon la Puissance administrante, une note relative à cette question a été élaborée par la présidence de l'Union européenne à l'occasion du sommet du Marché commun du Sud (MERCOSUR) du 18 décembre 2007, mettant en évidence la position de l'Union européenne au sujet de l'applicabilité du Traité de Lisbonne. La note a réaffirmé que le Traité de Lisbonne, signé le 13 décembre 2007, ne modifie pas le statut des îles Falkland, de la Géorgie du Sud, des îles Sandwich ni de la Terre antarctique britannique.

6. Dans une lettre datée du 3 janvier 2008 adressée au Secrétaire général par le chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/62/639), le Gouvernement argentin a joint le texte d'un communiqué de presse « à l'occasion de l'anniversaire de l'occupation illégale des îles Malvinas par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord » en 1833 dans lequel :

Le Gouvernement argentin réaffirme la nécessité de respecter les nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies et déclarations de l'Organisation des États américains, parmi bien d'autres instances, qui invitent les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à reprendre les négociations bilatérales en vue de trouver, dans les plus brefs délais possible, une solution pacifique, juste et durable à leur différend de souveraineté.

7. Dans une lettre datée du 16 janvier 2008, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/62/660), celui-ci, donnant suite à la lettre datée du 3 janvier 2008 adressée par l'Argentine et contenant le texte du communiqué de presse susmentionné, a déclaré ce qui suit :

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants, rejette la revendication de souveraineté du Gouvernement argentin sur ces îles et espaces maritimes et conteste son affirmation selon laquelle le Royaume-Uni occupe illégalement les îles Falkland.

Notre position concernant la souveraineté sur ces îles est fondée sur le principe de l'autodétermination, inscrit dans la Charte des Nations Unies. Il ne saurait y avoir de négociations à ce sujet tant que les habitants des îles Falkland ne le voudront pas. Or, ils font périodiquement savoir qu'ils veulent que les îles Falkland demeurent sous la souveraineté britannique.

Le Royaume-Uni demeure d'avis que de nombreuses possibilités de coopération s'offrent dans l'Atlantique Sud dans le cadre des dispositions de la Déclaration conjointe Royaume-Uni-Argentine du 19 octobre 1989 relatives à la souveraineté, et que leur concrétisation serait mutuellement bénéfique. Il a fait récemment un certain nombre de propositions à cet égard et demeure entièrement disposé à nouer des relations constructives avec l'Argentine et à promouvoir une coopération concrète dans l'Atlantique Sud.

### III. Déminage

8. Le 11 octobre 2001, les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni ont conclu un accord régi par la formule relative à la souveraineté en vue de réaliser une étude de faisabilité sur le déminage des îles Falkland (Malvinas), l'objectif étant de s'acquitter des obligations que les deux parties avaient contractées en vertu de la Convention de 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, dite Convention d'Ottawa.

9. Le 3 août 2006, un autre accord régi par la formule relative à la souveraineté a été conclu. En vertu de cet accord, le champ d'application de l'échange de notes de 2001 a été étendu aux munitions non explosées de la zone minée, et une procédure a été établie en vue de recourir aux services d'une société privée qui sera chargée de mener certaines activités prévues par la phase principale de l'étude de faisabilité, notamment une enquête de terrain dans les îles Falkland (Malvinas).

10. Après avoir achevé l'enquête de terrain qu'elle a menée au titre de l'accord visé dans le document de travail de 2007 (A/AC.109/2007/13), l'Université de Cranfield a présenté un projet de rapport au Groupe de travail commun entre le Royaume-Uni et l'Argentine. Aux treizième à dix-septième réunions du Groupe en 2007, à Buenos Aires ou à Londres, le projet de l'étude de faisabilité (et ses annexes) a été approuvé et adopté. En outre, les informations communes devant être communiquées aux États parties à la Convention d'Ottawa ont été définitivement mises au point. L'étude de faisabilité a été soumise pour approbation aux deux

gouvernements, ce qui a été confirmé par un échange de notes à Buenos Aires le 5 octobre 2007. Ainsi s'est achevé le travail du Groupe de travail commun conformément à l'accord conclu en 2001.

11. À la huitième réunion des États parties à la Convention d'Ottawa qui s'est tenue en Jordanie en novembre 2007, l'Argentine et le Royaume-Uni ont, dans des déclarations nationales, annoncé l'achèvement de l'étude de faisabilité relative au déminage dans les îles Falkland (Malvinas). Parallèlement, les représentants des deux pays ont fait un exposé où ils ont mis en évidence les principaux résultats de l'étude. Il y avait été conclu que le déminage était possible, mais qu'il présenterait des difficultés et des risques techniques considérables et qu'il pouvait avoir des incidences sur l'environnement. Les méthodes de déminage présentées dans l'étude de faisabilité sont à l'examen<sup>2</sup>.

## **IV. Situation économique**

### **A. Généralités**

12. Selon la Puissance administrante, le produit intérieur brut des îles Falkland (Malvinas) serait d'environ 75 millions de livres sterling par an. L'augmentation des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés est révélatrice du dynamisme et de la croissance du secteur privé. Si l'économie repose toujours principalement sur la pêche, le tourisme connaît pour sa part un rapide essor. En outre, depuis sa création en 1984, la Falkland Islands Development Corporation encourage le développement du secteur privé.

13. Les résultats du dernier recensement (8 octobre 2006), ont fait apparaître que l'habitant moyen des îles Falkland (Malvinas) réside dans leur seule ville, Stanley, travaille 49 heures par semaine et perçoit de 12 000 à 14 000 livres par an<sup>1</sup>.

14. Comme on le voit dans le compte rendu analytique de la séance du Comité spécial qui s'est tenue le 21 juin 2007, le Ministre argentin des affaires étrangères, du commerce international et du culte, Jorge E. Taiana, a rappelé que, compte tenu des divergences d'interprétation quant à la portée de l'entente entre les deux pays, la Commission des hydrocarbures de l'Atlantique Sud-Ouest avait tenu sa dernière réunion en juillet 2000. Le Ministre a ajouté que le Royaume-Uni avait continué de prendre des mesures unilatérales au mépris de la Déclaration commune de 1995 sur la coopération en matière d'activités en mer dans l'Atlantique Sud-Ouest. Le Gouvernement argentin avait souhaité faire part de ses conclusions sur la question au Gouvernement du Royaume-Uni lors d'une rencontre diplomatique qu'il avait proposée, mais le Royaume-Uni avait refusé d'y assister. En conséquence, le 27 mars 2007, le Gouvernement argentin a annoncé sa décision de revenir sur la Déclaration.

15. Le Ministre a ensuite déclaré que, le 17 avril 2007, les chefs d'État présents au premier sommet de l'Amérique du Sud sur l'énergie avaient invité les deux pays à reprendre les négociations en espérant qu'un nouvel accord pourrait être conclu à propos de l'échange de biens et services entre le territoire continental argentin et les

---

<sup>2</sup> Informations fournies par la Puissance administrante le 9 janvier 2008;  
[www.apminebanconvention.org/meetings-of-the-states-parties/8msp](http://www.apminebanconvention.org/meetings-of-the-states-parties/8msp).

îles Malvinas dans le respect des conditions relatives à la souveraineté, et que des mesures de confiance pourraient être prises dans le domaine militaire.

16. Des informations supplémentaires figurent dans la lettre datée du 28 mars 2007 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/61/827) transmettant une note que le Ministre des relations extérieures, du commerce international et du culte, Jorge E. Taiana, avait adressée le 27 mars 2007 à la Secrétaire d'État aux relations extérieures et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, Margaret Beckett, au sujet de la Déclaration commune sur la coopération en matière d'activités en mer dans l'Atlantique Sud-Ouest. Au même sujet, la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies a adressé au Secrétaire général une note verbale datée du 16 octobre 2007 (A/62/494) à laquelle était joint le texte d'une note datée du 11 octobre 2007 communiqué par l'ambassade de la République argentine au Royaume-Uni à l'Équipe Amérique latine du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth concernant l'octroi de permis pour activités de prospection et d'exploitation d'hydrocarbures.

17. Dans une lettre datée du 5 décembre 2007 qu'il a adressée au Secrétaire général (A/62/571), le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies s'est référé à la note verbale de l'Argentine datée du 16 octobre 2007 (A/62/494) et déclaré notamment ce qui suit :

Le Gouvernement du Royaume-Uni ne doute pas de la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, et rejette la revendication du Gouvernement argentin quant à sa souveraineté sur ces îles et zones, ainsi que l'affirmation selon laquelle le Royaume-Uni occupe illégalement les îles Falkland.

## **B. Finances publiques**

18. L'exercice budgétaire du territoire va du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Selon la Puissance administrante, le territoire a un budget équilibré. Pour l'exercice 2007-2008, le montant révisé des recettes était estimé à 50 millions de livres, dont 16 millions provenaient de la pêche, 10,7 millions des revenus de placements, 8,5 millions des impôts et 4,9 millions des travaux publics; les prévisions révisées de dépenses se chiffraient à 41 millions de livres<sup>1</sup>.

## **C. Pêche**

19. On a déjà dit (voir A/AC.109/2007/13) que les espèces de calmar (ou encornet) *Loligo* et *Illex* sont la principale ressource halieutique du territoire et la base de son économie. Outre ces calmars, diverses espèces de poissons, comme le merlan bleu austral, le merlu et le grenadier bleu, sont aussi pêchées. La gestion des ressources halieutiques incombe au Département de la pêche. À la suite de la promulgation du décret de 2005 sur la pêche (conservation et gestion des ressources halieutiques), le territoire a commencé à appliquer un nouveau régime d'octroi des droits de pêche qui met en place un système de détention par les habitants de l'archipel de droits à long terme cessibles. Ce nouveau régime assure aux résidents et aux entreprises du territoire une plus grande maîtrise de la ressource halieutique, ce qui devrait se

traduire par une meilleure protection des espèces concernées. Selon les renseignements qu'il a communiqués, le Gouvernement argentin a publié, le 1<sup>er</sup> juillet 2006, un communiqué dans lequel il a réaffirmé son opposition à l'adoption illégale par le Royaume-Uni de nouvelles règles de gestion des ressources halieutiques. Le 14 juin 2005, le Royaume-Uni, Puissance administrante, a rejeté les protestations de l'Argentine. De plus amples informations à ce sujet figurent dans le document de travail établi en 2007 par le Secrétariat (ibid.).

20. Les 6 et 7 septembre 2006 à Londres et les 14 et 15 mars 2007 à Buenos Aires, deux réunions diplomatiques spéciales ont eu lieu entre l'Argentine et le Royaume-Uni en vue d'analyser le mandat de la Commission des pêches de l'Atlantique Sud, créée pour donner suite à la Déclaration commune du 28 novembre 1990. De plus amples informations à ce sujet figurent dans le document de travail établi en 2007 par le Secrétariat (ibid.).

21. À la séance du Comité spécial du 21 juin 2007, le Ministre argentin des affaires étrangères, Jorge E. Taiana, a déclaré, comme en atteste le compte rendu analytique (voir A/AC.109/2007/SR.8), que le Royaume-Uni avait pris, dans les espaces maritimes occupés illégalement, un certain nombre de mesures unilatérales ayant des conséquences durables sur les ressources halieutiques, notamment en tentant d'imposer l'achat de licences de pêche aux navires battant pavillon de pays tiers et d'imposer des obligations illicites de ce type au mépris de la Déclaration commune du 28 novembre 1990, des résolutions de l'Assemblée générale et de la Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique. Le Ministre argentin a ajouté que ces mesures avaient contraint l'Argentine à porter plainte auprès de l'Organisation des États américains (OEA) et des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et à s'interroger sur sa présence à la Commission des pêches de l'Atlantique Sud dont les réunions avaient été en tout cas suspendues; malgré deux rencontres diplomatiques, on n'a pas pu s'entendre sur leur reprise.

#### **D. Agriculture, régime foncier et élevage**

22. Selon la Puissance administrante, l'évolution la plus remarquable dans le secteur de l'agriculture ces dernières années a été le développement de l'industrie de la viande. L'élevage évolue en faveur d'une race unique dont les qualités permettront d'optimiser les rendements tant de viande que de laine. Un plan décennal de soutien à l'agriculture est en cours d'exécution dans le territoire, son financement étant toutefois en baisse depuis 2004. Les programmes de valorisation des pâturages et d'amélioration génétique sont au cœur de la stratégie du Gouvernement. La superficie agricole exploitée a diminué, certains propriétaires fonciers ayant partiellement ou complètement abandonné l'élevage lorsqu'ils ont pu tirer un revenu d'une autre activité<sup>1</sup>.

#### **E. Tourisme**

23. Ces dernières années, le tourisme s'est fortement développé dans les îles Falkland (Malvinas), avec un taux de croissance moyen de 21 % dans le nombre d'arrivées de visiteurs entre 2000-2001 et 2006-2007. La Puissance administrante a déclaré que 52 000 croisiéristes y avaient fait escale pendant la saison 2006-2007

contre 45 000 en 2005-2006. Pendant la saison 2007-2008, plus de 80 000 croisiéristes et 1 000 touristes séjournant à terre devraient se rendre dans les îles Falkland (Malvinas), et l'Office du tourisme prévoit que, si la croissance se poursuit, le nombre annuel d'arrivées de touristes dépassera les 100 000 dans les années à venir<sup>1</sup>.

## **F. Transports, communications et autres services de base**

24. Selon la Puissance administrante, le territoire est sur le point d'achever un vaste programme de construction d'un réseau routier destiné à desservir les écarts et les exploitations agricoles isolés. Par ailleurs, il existe un service de cabotage qui fournit en carburant et en provisions les habitants résidant ailleurs qu'à Stanley, dans les écarts du East Falkland, du West Falkland et des îles périphériques, et qui assure la liaison régulière entre les deux îles principales (passagers et fret)<sup>1</sup>.

25. Pendant la période considérée, la compagnie aérienne LanChile a continué d'assurer une liaison régulière entre Punta Arenas (Chili) et les îles Falkland (Malvinas), avec deux escales mensuelles à Rio Gallegos (Argentine continentale) dans les deux sens, en application des dispositions de la Déclaration commune de l'Argentine et du Royaume-Uni en date du 14 juillet 1999<sup>3</sup>. Ce service est assuré dans le cadre des accords de liaison aérienne commerciale conclus entre l'Argentine et le Chili. L'échange de notes du 23 février 2001 valant accord entre l'Argentine et le Royaume-Uni a placé la navigation maritime et aérienne privée entre l'Argentine continentale et les îles Falkland (Malvinas) sous une formule de souveraineté. L'Argentine examine donc et autorise au cas par cas les vols non réguliers vers les îles Falkland (Malvinas). Depuis le 3 novembre 2003, elle n'autorise plus les vols non réguliers entre les pays tiers et les îles Falkland (Malvinas) assurés par des compagnies de pays tiers. Cette décision n'a aucun effet sur la poursuite du service régulier susvisé et ne s'applique pas non plus aux situations d'urgence ni aux vols d'évacuation sanitaire<sup>1</sup>.

26. À la fin de 2003 et au premier trimestre de 2004, l'Argentine et le Royaume-Uni ont procédé à un échange de vues sur la proposition de l'Argentine tendant à mettre en place une liaison aérienne directe régulière, assurée par des compagnies aériennes argentines, entre l'Argentine continentale et les îles Falkland (Malvinas). Le Royaume-Uni a déclaré que tout dispositif en la matière devrait emporter l'adhésion des habitants des îles. À ce jour, aucun accord n'est intervenu entre les deux pays<sup>1</sup>.

27. À la séance du Comité spécial, le 21 juin 2007 (voir A/AC.109/2007/SR.8), le Ministre argentin des affaires étrangères, M. Taiana, a déclaré que l'Argentine avait proposé, en novembre 2003, au Royaume-Uni, d'établir, entre les îles et le territoire continental argentin, des vols réguliers assurés par des compagnies aériennes argentines. Il a ajouté que l'Argentine attendait toujours une réponse satisfaisante à sa proposition, qui ouvrirait très certainement des perspectives nouvelles et constructives pour les deux parties.

28. Ces dernières années, les communications tant à l'intérieur du territoire qu'avec l'extérieur se sont considérablement améliorées. Selon le dernier recensement effectué en 2006, 740 des 1 093 ordinateurs que comptent les îles sont

<sup>3</sup> Déclaration commune de l'Argentine et du Royaume-Uni, 14 juillet 1999, [www.fco.gov.uk](http://www.fco.gov.uk).

reliés à Internet, et on dénombre 1 068 téléphones mobiles et 1 428 téléphones fixes. On trouvera des renseignements complémentaires sur les transports, les communications et les autres services de base dans le document de travail établi en 2001 par le Secrétariat (A/AC.109/2001/11).

## **G. Environnement**

29. La Puissance administrante a annoncé que le territoire avait décidé en avril 2006 de s'associer à la ratification par le Royaume-Uni de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto. Il s'agit du deuxième territoire britannique d'outre-mer à partager l'adhésion du Royaume-Uni à la Convention et au Protocole, et cela démontre sa volonté de protéger l'environnement.

30. Dans le cadre de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Bali (Indonésie) du 3 au 14 décembre 2007, l'Argentine a présenté une note au secrétaire de la Convention dans laquelle, a-t-elle dit, il était indiqué que « le rapport national de la République argentine ne tient pas compte des émissions de gaz à effet de serre concernant les Malvinas, la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud », qui faisaient « l'objet d'un conflit de souveraineté reconnu expressément par l'Assemblée générale, le Comité spécial de la décolonisation ainsi que d'autres organisations internationales ». Selon l'Argentine, cela obligeait à ne prendre aucune mesure susceptible de fausser la nature du conflit et à s'abstenir de prendre toutes mesures unilatérales contraires aux décisions prises par les Nations Unies<sup>4</sup>.

31. Sur le territoire même, on exécute un programme de récupération des rejets thermiques de la centrale électrique qui les utilisera pour chauffer l'hôpital local et l'école publique. Ce système a été mis en marche en février 2007. La première grande centrale éolienne du territoire est entrée en service en 2007 et assure 25 % de l'électricité de Stanley. En novembre 2007, 300 000 unités électriques avaient déjà été générées par les turbines. Sur une plus petite échelle, des turbines éoliennes alimentent en électricité de petites exploitations et agglomérations du territoire, la Falkland Islands Development Corporation versant aux agriculteurs une subvention de 50 % du coût de ces installations. De plus, le Département de la planification écologique du territoire élabore des directives visant à favoriser la construction de logements plus économes en énergie<sup>1</sup>.

32. La deuxième réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP) a eu lieu à Christchurch (Nouvelle-Zélande) du 13 au 17 novembre 2006 (voir A/AC.109/2007/13 pour de plus amples informations à ce sujet). Neuf parties étaient représentées, dont l'Argentine et le Royaume-Uni. Cette réunion a débouché sur un plan de travail triennal pour assurer l'avenir des oiseaux marins<sup>5</sup>.

33. Les résultats obtenus dans la réalisation du plan de travail, publiés dans le document intitulé « Albatross and Petrels in the South Atlantic: Priorities and Conservation » (Priorités pour la conservation des albatros et des pétrels dans l'Atlantique Sud), ont été examinés en octobre 2007 par un comité directeur de

---

<sup>4</sup> Voir aussi <http://unfccc.int/resource/docs/natc/argnc2s.pdf>. Executive Summary ARG/COM/3 E.

<sup>5</sup> Voir [www.acap.aq](http://www.acap.aq).

l'ACAP. Des progrès avaient été accomplis dans tous les domaines très prioritaires. Pour la période succédant à 2008, cinq domaines prioritaires ont été identifiés<sup>1</sup>.

34. Par ailleurs, selon la Puissance administrante, les îles Falkland (Malvinas) s'efforcent de se conformer à d'autres traités relatifs à l'environnement, y compris la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar)<sup>1</sup>.

35. Selon les renseignements communiqués par elle, la République argentine a rejeté l'extension de l'application territoriale par le Royaume-Uni de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto, de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels, de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar) au motif que les îles Falkland (Malvinas), la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants font partie intégrante de son territoire<sup>6</sup>.

## **V. Situation sociale**

### **A. Généralités**

36. Selon la Puissance administrante, le territoire respecte les principes consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et celles des Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels ont été étendues aux îles Falkland (Malvinas), et la Puissance administrante se conforme aux procédures d'établissement de rapports périodiques prévues par ces instruments. Les articles 2 et 3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont mis en œuvre sans distinction de sexe. L'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, y compris de son Protocole facultatif, et de la Convention relative aux droits de l'enfant, a été étendue aux îles Falkland (Malvinas) par le Royaume-Uni.

37. Comme on l'a déjà signalé, l'Argentine a toujours rejeté l'application par le Royaume-Uni de ces divers instruments sur le territoire, ainsi que la désignation de celui-ci comme territoire d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni ou toute autre désignation semblable. On trouvera de plus amples informations à ce sujet dans le document de travail établi par le Secrétariat en 2007 (A/AC.109/2007/13).

<sup>6</sup> Voir A/AC.109/2007/13; document FCCC/SBI/2007/MISC.5 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

## **B. Santé publique**

38. Selon la Puissance administrante, l'état de santé général de la population des îles Falkland (Malvinas) est satisfaisant. Les soins médicaux et dentaires et les médicaments délivrés sur ordonnance sont gratuits pour tous les résidents et pour les citoyens britanniques en vertu d'un accord sanitaire réciproque. Tous les services médicaux sont dispensés au King Edward VII Memorial Hospital de Stanley. L'hôpital offre une gamme complète de soins de santé primaires à la population civile et aux militaires en poste à Stanley, ainsi qu'aux équipages des flottes de pêche étrangères en activité à proximité des îles. En outre, un service de visites à domicile est assuré pour les malades habitant dans des écarts agricoles éloignés. L'hôpital est équipé pour accueillir les urgences médicales et chirurgicales. Il compte 28 lits, dont 2 affectés à la maternité et 2 aux soins intensifs. Les malades ayant besoin de soins spécialisés voient leur état stabilisé avant d'être évacués vers le Royaume-Uni ou le Chili ou, en cas d'urgence, vers Montevideo.

## **C. Protection sociale**

39. Selon la Puissance administrante, le décret de 1997 sur le régime des retraites dans les îles Falkland, entré en vigueur en 1998, impose à tous les employeurs et salariés âgés de 17 à 64 ans d'acquitter une cotisation mensuelle d'un montant fixe. Les employeurs, les travailleurs indépendants et les autres catégories d'actifs ont ainsi la possibilité de cotiser à une caisse nationale, à titre individuel ou sur la base d'accords entre employeurs et salariés, en vue de percevoir une pension de retraite le moment venu. Un système de prestations sociales et de pensions est également prévu pour les personnes handicapées ou défavorisées.

## **D. Éducation**

40. Dans les îles Falkland (Malvinas), l'enseignement est gratuit et obligatoire pour tous les enfants de 5 à 16 ans, avec un accès à l'enseignement préscolaire dès l'âge de 4 ans. Les autorités locales procurent le personnel, le matériel et les fournitures scolaires. Elles assurent le fonctionnement d'une école primaire et d'une école secondaire à Stanley, ainsi que de deux écoles rurales. Dans les campagnes, les plus jeunes fréquentent ces écoles ou reçoivent, deux semaines sur six, la visite d'un des six instituteurs itinérants. Un enseignement à distance est également dispensé par téléphone. Les élèves de plus de 16 ans ayant réussi aux examens reçoivent une bourse pour poursuivre leurs études à l'extérieur du territoire, le plus souvent au Royaume-Uni.

41. Selon la Puissance administrante, en 2006-2007, 399 enfants ont été scolarisés aux îles Falkland (Malvinas), 28 élèves âgés de plus de 18 ans ont reçu une formation par l'intermédiaire du service de l'enseignement local et 51 ont suivi un cursus postscolaire ou universitaire à l'extérieur du territoire<sup>1</sup>. Selon les renseignements communiqués par l'Argentine, les habitants des îles Falkland (Malvinas) ont le droit d'accéder au système d'enseignement public argentin.

## **VI. Participation aux activités des organisations et mécanismes internationaux**

42. Le Gouvernement des îles Falkland (Malvinas) participe aux activités du Commonwealth et est membre de la United Kingdom Overseas Territories Association (Association des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni). Ses représentants ont participé, en tant que membres de la délégation britannique, à des débats sur certaines questions touchant à leurs intérêts.

43. Dans sa lettre du 14 novembre 2005 au Secrétaire général, le Gouvernement argentin a rejeté la déclaration du Royaume-Uni étendant aux îles Falkland (Malvinas) l'application territoriale de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Dans une lettre du 27 avril 2006 au Secrétaire général, le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies a contesté ce rejet. On trouvera de plus amples informations à ce sujet dans le document de travail établi par le Secrétariat en 2007 (ibid.).

44. En vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les demandes relatives à un plateau continental élargi doivent être présentées à la Commission des limites du plateau continental en mai 2009 au plus tard. Le Royaume-Uni serait en train de se préparer à présenter sa demande à la Commission au sujet du plateau continental entourant les îles Falkland (Malvinas) et la Géorgie du Sud. Les plans la concernant ne sont pas encore au point. En juin 2007, le Royaume-Uni a proposé de se réunir avec l'Argentine à ce propos<sup>1</sup>.

45. Le 25 septembre 2007, s'adressant à l'Assemblée générale (A/62/PV.5), le Président argentin, Néstor Kirchner, a déclaré que son gouvernement « s'oppose énergiquement à la prétention britannique d'établir des zones maritimes » autour des îles Falkland (Malvinas), de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud. Il s'opposait en particulier à l'intention récemment exprimée par le Royaume-Uni de présenter une telle demande à la Commission des limites du plateau continental.

## **VII. Examen de la question par les organisations et instances intergouvernementales**

46. Le 5 juin 2007, l'Assemblée générale de l'OEA a adopté une déclaration sur la question des îles Malvinas (Falkland Islands) (voir A/61/986, annexe), dans laquelle elle s'est notamment félicitée que le Gouvernement argentin ait réaffirmé sa volonté de continuer d'étudier toutes les possibilités de règlement pacifique du différend et ait adopté une attitude constructive à l'égard des habitants des îles Malvinas (Falkland Islands). Elle a réaffirmé la nécessité pour les Gouvernements argentin et britannique de reprendre, dès que possible, les négociations sur leur long différend de souveraineté afin d'aboutir à une solution pacifique. Elle a décidé de continuer d'examiner la question des îles Malvinas (Falkland Islands) à ses sessions ultérieures jusqu'à un règlement définitif.

47. Selon les renseignements communiqués par l'Argentine, à cette occasion, le Ministre argentin des affaires étrangères a évoqué :

La question des îles Malvinas, cas spécial et particulier de décolonisation que l'Organisation a qualifié de question d'intérêt permanent pour le continent, qui

doit rester à l'examen jusqu'à son règlement définitif, tout en réaffirmant que les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni doivent reprendre les négociations sur le différend de souveraineté en vue de trouver dès que possible un règlement pacifique à cette controverse<sup>7</sup>.

48. La position du Royaume-Uni quant à l'examen de la question des îles Falkland (Malvinas) par l'OEA a été exposée dans une note verbale en date du 5 juin 2007 que l'Observateur permanent du Royaume-Uni auprès de l'OEA a adressée au Président de son assemblée générale (voir A/61/1024, annexe). Se référant à la susdite déclaration sur la question des îles Falkland (Malvinas) adoptée par l'Assemblée générale de l'OEA, l'Observateur permanent a déclaré ce qui suit :

La position du Royaume-Uni a récemment été exposée en détail par le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies, Sir Emyr Jones Parry, dans un droit de réponse daté du 4 octobre 2006 (A/61/535) à la déclaration que le Président de la République argentine, Néstor Carlos Kirchner a faite le 20 septembre 2006 à l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette position demeure celle du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Falkland, la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les régions maritimes environnantes<sup>1</sup>.

49. Réunis à Santiago du 8 au 10 novembre 2007, les chefs d'État et de gouvernement des pays ibéro-américains ont publié un communiqué spécial sur la question des îles Falkland (Malvinas), dans lequel ils ont réaffirmé que « les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord devaient reprendre les négociations dès que possible en vue de parvenir à un règlement rapide du conflit de souveraineté portant sur les îles Malvinas, conformément aux résolutions des Nations Unies et de l'Organisation des États américains ainsi qu'aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, notamment le principe de l'intégrité territoriale »<sup>8</sup>.

50. Selon les renseignements communiqués par l'Argentine, dans la déclaration qu'ils ont faite le 18 décembre 2007 à Montevideo, lors de la trente-quatrième réunion du Conseil du Marché commun du Sud, les présidents de ses États membres et des États associés ont réaffirmé les termes de la Déclaration du 25 juin 1996 et, s'agissant des îles Falkland (Malvinas), réitéré leur appui aux revendications légitimes de la République argentine dans le différend de souveraineté. En outre, les présidents ont souligné que l'adoption de mesures unilatérales était incompatible avec les résolutions pertinentes des Nations Unies et rappelé qu'il était dans l'intérêt de la région de parvenir à une solution dès que possible.

51. Par ailleurs, selon les informations fournies par l'Argentine, les ministres des affaires étrangères des pays sud-américains et arabes, réunis à Buenos Aires les 20 et 21 février 2008 pour examiner les progrès réalisés dans divers domaines de coopération entre les deux régions depuis le Sommet de Brasilia en mai 2005, ont engagé l'Argentine et le Royaume-Uni à reprendre les négociations au sujet des îles Falkland (Malvinas) afin de trouver, dès que possible, une solution juste, pacifique et durable au différend de souveraineté, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Ils ont aussi déclaré que « l'inscription des Malvinas, de la

<sup>7</sup> [www.oas.org/speeches](http://www.oas.org/speeches).

<sup>8</sup> Voir XVII Cumbre Iberoamericana, [www.oei.es/cumbres.htm](http://www.oei.es/cumbres.htm).

Géorgie du Sud et des îles Sandwich, en tant que territoires associés à l'Europe, à l'annexe II du chapitre IV de la partie III du traité modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne était incompatible avec le fait que ces îles faisaient encore l'objet d'un conflit de souveraineté ».

## **VIII. Statut futur du territoire**

### **A. Position de la Puissance administrante**

52. Par une lettre du 1<sup>er</sup> octobre 2007 adressée au Président de l'Assemblée générale (A/62/469), le Représentant permanent du Royaume-Uni a exposé la position de son gouvernement, exerçant son droit de réponse aux observations faites par le Président de la République argentine lors du débat général, le 25 septembre 2007 :

« Le Gouvernement britannique attache une grande importance au principe d'autodétermination énoncé au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte des Nations Unies et à l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ce principe sous-tend notre position sur les îles Falkland.

Les représentants élus des îles Falkland ont encore une fois exprimé nettement leurs vues lorsqu'ils sont venus cette année à l'Organisation des Nations Unies pour le débat du Comité des 24. Ils ont demandé au Comité de reconnaître que, comme tout autre peuple, ils avaient droit à l'exercice de l'autodétermination. Ils ont réaffirmé que le peuple des îles Falkland ne voulait rien changer au statut des îles.

Il ne peut y avoir de négociations sur la souveraineté des îles Falkland tant que les habitants ne le veulent pas.

Le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Falkland. »

53. Dans ses vœux de Noël au territoire en décembre 2007, le Premier Ministre du Royaume-Uni, Gordon Brown, a réaffirmé l'engagement de son pays en leur faveur, ainsi que leur droit à l'autodétermination, sur fond du vingt-cinquième anniversaire du conflit sur les îles Falkland (Malvinas) :

« Alors que cette année anniversaire touche à sa fin, je voudrais réaffirmer l'attachement de mon gouvernement au droit à l'autodétermination des habitants des îles Falkland. Je n'ai aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland et m'engage à veiller sur votre sécurité et sur tout ce que vous avez eu tant de peine à réaliser depuis 25 ans. »

### **B. Position du Gouvernement argentin**

54. Comme le montre le document officiel de la séance de l'Assemblée générale du 25 septembre 2007 (A/62/PV.5), le Président argentin, Néstor Kirchner, a souligné devant elle l'importance que conserve pour son pays la question des îles Falkland (Malvinas), y compris la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants :

Il y a 174 ans cette année que les Britanniques occupent cette partie du territoire national argentin. Dès le coup de force de 1833, mon pays a protesté contre cette occupation illégale, réclamant que lui soit restituée la pleine souveraineté sur cet archipel.

Nous rappelons également que l'an 2007 marque le vingt-cinquième anniversaire du conflit de 1982 dans l'Atlantique Sud, conflit lancé par la dictature militaire sans l'appui du peuple argentin, qui a toujours préconisé une solution pacifique à sa légitime revendication de souveraineté.

L'Assemblée générale s'est occupée de cette question à plusieurs reprises, avant comme après 1982. Depuis qu'elle a adopté la résolution 2065 (XX) en 1965, l'Organisation reconnaît d'une année à l'autre l'existence d'un litige de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni sur la question des îles Malvinas. Elle a exhorté les deux gouvernements à négocier dès que possible une solution pacifique, juste et durable au différend, en tenant compte des résolutions pertinentes des Nations Unies et des intérêts de la population de ces îles. L'objectif indéfectible de recouvrer le plein exercice de la souveraineté argentine sur cette partie de notre territoire est inscrit dans notre Constitution nationale, tout comme la disponibilité permanente de mon pays pour reprendre les négociations visant à trouver une solution au litige.

L'Argentine ne comprend pas pourquoi le Royaume-Uni persiste à refuser de négocier sur cette question, contrevenant ainsi aux dispositions de la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale et de nombreuses résolutions semblables.

55. Selon les informations fournies par l'Argentine, dans le discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de l'Assemblée législative le 10 décembre 2007, la nouvelle Présidente du pays, Cristina Fernández de Kirchner, a déclaré ceci : « Je tiens aussi à réaffirmer encore notre indéfectible et irréfutable revendication de souveraineté sur nos îles Malvinas, en déclarant au pays occupant – qui, dans tous les organes internationaux, se distingue par son esprit de progrès et d'équité – qu'il s'agit ici d'une enclave coloniale, situation dénoncée devant les Nations Unies, et qu'il est temps de faire droit aux instances desdites Nations Unies, dont nous faisons tous partie »<sup>9</sup>.

## **IX. Examen de la question par l'Organisation des Nations Unies**

### **A. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux**

56. Le Comité spécial a examiné la question des îles Falkland (Malvinas) à sa 8<sup>e</sup> séance, le 21 juin 2007 (voir A/AC.109/2007/SR.8). Il a alors accédé à la demande des représentants de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay de participer au débat.

---

<sup>9</sup> [www.caserosada.gov.ar](http://www.caserosada.gov.ar).

57. À la même séance, des déclarations ont été faites par Ian Hansen et Richard Davies, membres du Conseil législatif des îles Falkland (Malvinas). James Douglas Lewis et Marcelo Vernet ont à leur tour fait une déclaration (ibid.).

58. S'exprimant au nom de la Bolivie, du Chili, de Cuba et de la République bolivarienne du Venezuela, le représentant du Chili a présenté un projet de résolution (A/AC.109/2007/L.8) rappelant que le règlement pacifique et négocié du conflit de souveraineté entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni était le moyen de mettre fin à la situation coloniale particulière propre aux îles Falkland (Malvinas) et priant les deux parties de consolider le processus de dialogue et de coopération en cours en reprenant leurs négociations afin de trouver une solution conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

59. À la même séance, comme il ressort de son compte rendu analytique (ibid.), le Ministre argentin des affaires étrangères, Jorge Taiana, a déclaré notamment que l'Assemblée générale et le Comité spécial avaient estimé que la question des îles Malvinas (îles Falkland) différait des conflits coloniaux habituels car elle tenait à un conflit de souveraineté. Il a rappelé que la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale avait reconnu la justice de la revendication du Gouvernement argentin en constatant que la question des îles Malvinas était une question coloniale liée à l'existence d'un conflit de souveraineté entre les seules parties argentine et britannique. Le Ministre a conclu qu'en admettant l'existence d'un conflit et en exhortant les deux parties à négocier, cette résolution excluait le recours au principe de l'autodétermination pour régler ce conflit. À son avis, concéder l'autodétermination aux habitants britanniques des îles – dont les ancêtres avaient été transplantés du Royaume-Uni après l'usurpation – reviendrait à accepter qu'il soit porté atteinte à l'intégrité territoriale argentine. Le Gouvernement argentin avait toujours été prêt à coopérer avec le Royaume-Uni pour s'attaquer aux problèmes pratiques que posait la situation de fait dans l'Atlantique Sud, à condition que cette coopération contribue à créer des conditions favorables à la reprise des négociations sur la souveraineté conformément aux résolutions des Nations Unies et d'autres organismes internationaux. Or, malgré le rétablissement des relations bilatérales avec le Royaume-Uni en 1990 et les accords provisoires conclus selon les dispositions relatives à la souveraineté, le Royaume-Uni avait continué de modifier unilatéralement la situation – par exemple en agrandissant sa base militaire – en violation de ces accords et des résolutions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 31/49 du 1<sup>er</sup> décembre 1976. Depuis 2006, le Gouvernement argentin avait régulièrement invité le Royaume-Uni à débattre de la situation de ces accords provisoires et notamment de l'existence d'un conflit de souveraineté et de l'obligation pour les deux parties de le régler en reprenant les négociations bilatérales. Les deux États avaient en outre réaffirmé dans leur Déclaration commune du 19 octobre 1989, qu'ils étaient déterminés à négocier. Malheureusement, « l'intransigeance du Royaume-Uni a jusqu'à présent empêché un dialogue franc et ouvert ». Le Ministre argentin a ensuite dit que le contraste était frappant entre l'attitude du Royaume-Uni et celles des pays membres de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud réunis cette semaine-là à Luanda, qui avaient souligné que l'Argentine et le Royaume-Uni devaient reprendre les négociations dans les meilleurs délais pour régler ce conflit de souveraineté.

60. À la même séance (ibid.), des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Congo, Cuba, Fédération de Russie,

Indonésie, Paraguay, Pérou, République arabe syrienne, République bolivarienne du Venezuela, Sierra Leone, Tunisie et Uruguay.

**B. Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)**

61. Le 8 octobre 2007, au cours du débat sur les questions de décolonisation qu'a tenu la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, plusieurs représentants ont évoqué la question des îles Falkland (Malvinas). Prenant la parole au nom du Groupe de Rio, le représentant de la République dominicaine a exprimé son soutien au Gouvernement de la République argentine et s'est déclaré convaincu que les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni reprendraient les négociations en vue de parvenir à un règlement pacifique, juste et définitif du différend de souveraineté. Prenant la parole au nom des États membres du MERCOSUR et des États associés, le représentant de l'Uruguay a appelé les parties à respecter la volonté de la communauté internationale exprimée dans les résolutions pertinentes, et à reprendre les négociations afin de régler leur différent (voir A/C.4/62/SR.2)

62. Exerçant son droit de réponse, la représentante du Royaume-Uni a indiqué que la position de son pays sur la question était bien connue et avait été réaffirmée par le Représentant permanent du Royaume-Uni le 1<sup>er</sup> octobre 2007. Le Royaume-Uni n'avait aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas) et il ne pourrait y avoir de négociations sur la souveraineté du territoire tant que les habitants ne le voudraient pas (ibid.).

**C. Mesures prises par l'Assemblée générale**

63. Dans sa résolution 58/316, l'Assemblée générale a décidé que le point « Question des îles Falkland (Malvinas) » resterait inscrit à l'ordre du jour pour examen sur notification d'un État Membre. Au moment de la publication du présent rapport, aucune notification d'État Membre à l'Assemblée générale n'avait été reçue.